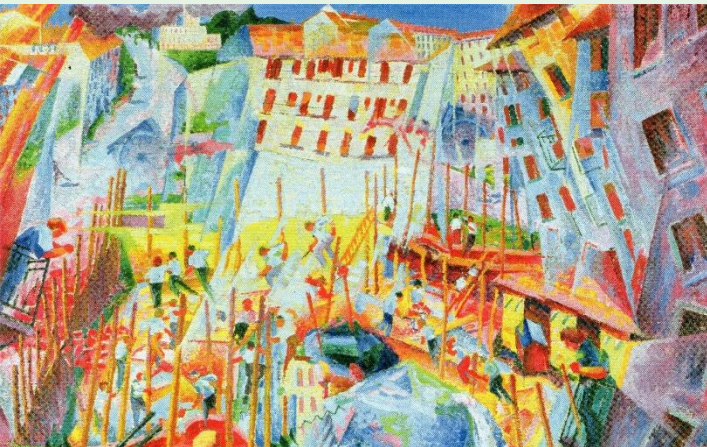


Bienvenue en 2055

Dialogue avec Magali Reghezza-Zitt



Umberto Boccioni, *Le bruit de la rue entre dans la maison*, 1911

Magali Reghezza-Zitt est géographe, maîtresse de conférences et membre de notre conseil scientifique. Dans son dernier livre, « [Bienvenue en 2055 - Dans un monde neutre en carbone](#) », elle met en scène l'un de nos (nombreux) futurs possibles : celui d'un monde ayant atteint la neutralité carbone, et stabilisé le réchauffement climatique autour de 2°C. Cette "fiction scientifique" repose sur les solutions proposées par les experts du groupe III du GIEC, et se distingue de l'utopie comme de la dystopie. Dans ce dialogue, elle détaille sa démarche de vulgarisation, et précise ce que la transition fait aux individus et aux structures sociales dans lesquelles ils évoluent.

Se projeter dans un futur décarboné

Institut Avant-garde : Le lecteur peut penser découvrir un monde purement imaginaire en ouvrant « Bienvenue en 2055 ». Mais, vous le précisez dès le début, il s'agit d'une « fiction scientifique ». Pouvez-vous nous expliquer l'alliance de ces deux mots en apparence contradictoires ?

Magali Reghezza-Zitt : L'objectif était de montrer que le futur que je décris ne relève justement pas de la science-fiction. Aucun d'entre nous n'a vécu dans un monde décarboné, c'est pour cela mon récit est une "fiction". Il raconte une réalité que nous n'avons encore jamais vécue, et qui n'existera peut-être jamais, sans être pour autant purement impossible. La science-fiction consiste à imaginer un univers sur la base d'hypothèses scientifiques non démontrées (les extraterrestres) ou d'innovations technologiques qui n'existent pas et qui sont pour certains impossibles (le voyage dans le temps ou aller plus vite que la lumière). La fiction scientifique est au contraire une projection dans un avenir qui est réalisable.

Par ailleurs, quand on parle du monde en 2050, on n'intègre jamais le fait que ce monde serait possiblement décarboné. On décrit de plus en plus précisément ce monde réchauffé par l'Homme, jamais un monde décarboné en mettant en œuvre les solutions d'atténuation validées par les scientifiques et les experts.

Aujourd'hui, un futur décarboné semble tellement impensable qu'on l'inscrit soit dans le registre de la dystopie, soit de l'utopie : un cauchemar ou un paradis, qui a priori n'ont pas vocation à exister. L'idée était donc de prendre le contre-pied, en proposant une

traduction concrète des faits scientifiquement établis qui nous disent ce qu'il est déjà possible de faire et les conséquences anticipables de ces actions.

C'est un travail que j'avais déjà fait dans le passé à propos des crues de la Seine. Je m'étais rendue compte que mes interlocuteurs n'arrivaient pas à penser la réalité du risque, parce qu'ils n'arrivaient pas à imaginer ce qui se cachait derrière les chiffres de hauteur d'eau, de durée du phénomène ou de montants de dommages potentiels. Cela restait très abstrait. Raconter la crue, la montrer telle qu'elle se produirait, même si bien entendu, ce ne serait jamais exactement comme ça, a été une manière de faire avancer les choses, de dédramatiser sans minorer le danger, bien au contraire. Ce fut le meilleur argument contre le fatalisme qui conduit à l'inaction.

Institut Avant-garde : Le 2055 que vous décrivez est un monde plus chaud. Même si la contrainte climatique a été prise en compte, l'inaction passée se paye cher, y compris dans les corps. Est-ce qu'il s'agissait de contrer un discours excessivement rassuriste ?

Magali Reghezza-Zitt : Dans une certaine mesure oui, mais pas exclusivement. J'ai bien sûr voulu contrer le déni climatique (le réchauffement n'existe pas) ou le mythe rassuriste du « on peut s'adapter à tout », qui est tout aussi faux. La science démontre qu'il existe des limites physiologiques à l'adaptation, mais aussi des limites plus globales, car le réchauffement accélère la destruction d'une biodiversité dont nous avons besoins pour vivre. Passé un certain niveau de réchauffement, l'adaptation de milliards êtres humains, y compris en France, n'est plus possible.

Mais je voulais aussi lutter contre le narratif de l'impuissance, du « tout est foutu, du on

n'y arrivera pas ». C'est le dernier avatar de l'obstruction climatique, qui consiste à tout faire pour empêcher la sortie des énergies fossiles qui sont responsables à 90% de ce que nous vivons en ce moment. Il est certes vrai que le climat de 2050 est quasiment écrit. Il est écrit du fait de nos émissions passées et, surtout de nos émissions de ces 30 dernières années. Ce qu'on appelle inertie climatique, c'est l'inertie politique, le résultat de l'inaction ou de l'insuffisance de l'action climatique actuelle.

Ceci étant posé, les lois de la physique disent qu'il est possible de stopper le réchauffement, car il existe une relation quasiment linéaire entre le stock de CO₂ accumulé dans l'atmosphère et la température du globe. Si ce stock cesse d'augmenter, le réchauffement se stabilise quasiment en même temps. Cela veut dire que ce n'est pas perdu.

Le problème, c'est que ce n'est pas pareil de stopper le réchauffement deux, trois ou quatre degrés par rapport aux niveaux préindustriels. Les conséquences s'aggravent à mesure que la Terre se réchauffe. Tout l'enjeu est donc de parvenir dans les 20 prochaines années à cesser d'alimenter le stock de CO₂ atmosphérique, qui est le moteur du réchauffement, pour stabiliser ce dernier à un niveau supportable. Si on y arrive, le réchauffement restera sous la barre de deux degrés à la fin du 21^e siècle. Sinon, l'adaptation pour tous est une chimère.

Dit comme ça, la question n'est pas de savoir si nous allons décarboner, mais de savoir quand on atteindra la neutralité carbone, pour quelle raison et à quel prix. Le récit que j'ai essayé de construire incarne une réalité où on choisit la décarbonation. On arrive ainsi à préserver notre sécurité et notre bien-être. Si nous continuons à repousser la sortie des énergies fossiles, nous arrivons à +3°C, et

même avant, si nous dépassons +2°C, les impacts deviennent tels que nos sociétés s'effondrent. En s'effondrant, elles n'émettent plus de carbone. Mais c'est une décarbonation subie, sous la contrainte climatique.

Il existe une option moins dramatique. C'est celle où de grandes puissances auraient transformé leurs économies de manière asseoir leur industrie, leur agriculture, leur énergie, leurs transports sur la neutralité carbone. Nos entreprises ne seraient alors plus compétitives. Nos économies devraient alors soit se transformer en étant à la remorque de ces pays-là, soit basculer vers des situations de pays ateliers ou de réservoirs à touristes. Nous deviendrions ainsi des périphéries mondiales. L'Europe perdrait une large partie de sa souveraineté et de sa prospérité. Ce serait une décarbonation subie, sous la contrainte économique.

Institut Avant-garde : Ce monde dans lequel la décarbonation est choisie n'a en effet rien d'apocalyptique. Dans le livre, la France de 2055 a beaucoup gagné : sur le plan de la santé, de la qualité de vie, de la cohésion sociale.

Magali Reghezza-Zitt : Ceux qui veulent freiner ou empêcher la transition vers la neutralité carbone la décrivent comme une souffrance, comme quelque chose de régressif, de difficile, voire d'impossible, y compris en faisant dire aux travaux scientifiques ce qu'ils ne disent pas. Je vous donne deux exemples.

La science cognitive est instrumentalisée par ceux qui veulent empêcher le changement en expliquant qu'on aurait démontré que nos biais cognitifs nous empêcheraient de changer. Ce n'est pas du tout ce que dit la science ! Ni les enquêtes d'opinion d'ailleurs, qui montrent toutes une envie de changement.

Vous avez aussi une utilisation abusive des travaux historiques. [Jean-Baptiste Fressoz](#) montre la difficulté à accomplir cette transition, parce que, pour la première fois, il va falloir supprimer et non ajouter des sources d'énergie. Mais l'histoire n'est pas prédictive ! Les obstacles sont réels, il faut l'avoir en tête. Sauf que la science montre aussi que, face à ce problème totalement inédit dans l'histoire humaine, il existe des réponses. Et en plus, ces réponses sont porteuses de nombreux « co-bénéfices ». Ce terme est à la fois abstrait et assez incompréhensible. J'ai donc essayé de le traduire concrètement dans le livre, en montrant, par exemple, comment notre santé, notre alimentation, nos logements, notre qualité de vie, nos emplois se sont améliorés.

Institut Avant-garde : Vous faites soigneusement en sorte que ce futur possible soit le plus concret, le plus palpable possible. En plus d'exemples très concrets de solutions (comme les pistes cyclables à plusieurs voies), vous montrez comment les paysages, les odeurs, les goûts et les sensations pourraient changer. Pourquoi cette dimension était importante pour vous ?

Magali Reghezza-Zitt : Il y avait deux objectifs : s'adresser aux convaincus d'une part, et aux non convaincus d'autre part.

Face à l'échec de l'accélération de la transition vers la neutralité carbone, les convaincus ont fini par intégrer le narratif de l'impuissance, construit par ce que [Pierre Charbonnier](#) dénomme la "coalition anti-climat". C'est le discours qui dit "c'est trop tard, on ne va pas réussir la transition". C'est une manipulation qui vise à décourager ceux qui se battent, pour qu'ils baissent les bras, cèdent au fatalisme, au catastrophisme. C'est pourtant scientifiquement faux. Je le répète. Il n'est pas

trop tard et il ne sera jamais trop tard pour stopper le réchauffement. En revanche il est vrai que plus on tarde, plus le réchauffement sera meurtrier et destructeur.

Et puis, je voulais aussi parler aux non convaincus pour leur permettre de se projeter dans ce monde, en leur donnant au passage les éléments factuels qui expliquent la nature du problème, la palette des solutions et les choix qui s'offrent à nous. C'est pour cela que c'est un « moi » dans 30 ans qui parle. Je voulais qu'ils puissent se mettre à la place de la narratrice. Ce travail d'imagination m'a permis au passage de me rendre compte à quel point c'est difficile d'imaginer ce futur. Je baigne depuis des années dans le sujet, je ne mesurais toujours pas certaines choses, par exemple l'omniprésence du plastique. On en trouve partout : dans nos ordinateurs, nos emballages, dans les bijoux, les lunettes... on est intégralement « plastifiés ». Vous voulez vous habiller sans plastique, pour un prix décent et sans y passer des heures, voire des journées ? Ce n'est quasiment pas possible aujourd'hui.

Transformations et frictions

Institut Avant-garde : Le livre est illustré, et les images font penser à des œuvres de SF, avec de nouvelles technologies qui transforment l'identité visuelle des villes et des campagnes. Pour autant, la vision que vous présentez est loin d'être technosolutionniste : les gains d'efficacité permis par la technologie servent essentiellement la réduction de la demande. Comment reprogrammer l'innovation technologique, actuellement « intriquée dans la société des fossiles » ?

Magali Reghezza-Zitt : Les illustrations sont arrivées après l'écriture du livre. Elles sont le fruit d'un échange extraordinaire avec l'illustrateur, plutôt écoanxieux, et moi, qui à force de me projeter dans ce futur qui me faisait envie, en oubliait les difficultés. Nous avons trouvé un équilibre : moi en ajoutant ce qui se passerait si on continuait ainsi, lui en modifiant légèrement les couleurs, en ajoutant du végétal, des animaux, des humains. En vérité, il a suffi de très peu de choses pour que les dessins passent d'un futur sombre à un futur à la fois beau et humaniste. La représentation de l'agriculture, qui s'appuie sur un remarquable [rapport](#) du Haut Conseil pour le Climat, l'illustre bien : il ne s'agit dans le livre ni d'une agriculture déshumanisée et livrée aux machines ni d'une agriculture qui a renoncé à la technologie. Je ne remercierai jamais assez Marc Bati pour le récit qu'il a fait naître à travers ses dessins.

Sur la technologie, la réponse à votre question est dans le dernier chapitre, nourri des travaux et des échanges avec Sophie Dubuisson-Quellier. Cette sociologue, dont je recommande toujours [l'intervention](#) qu'elle a réalisée devant les étudiants de Science Po, où elle enseigne, invite à rompre avec le mythe de la « solution sur étagère ». La transition vers la neutralité carbone ne consiste pas juste à mettre en place des réponses technologiques toutes prêtes, mais à construire les conditions pour que les acteurs socio-économiques s'en saisissent, qu'ils les utilisent, qu'ils y aient accès. Aujourd'hui, on parle beaucoup de recherche, de développement, mais quid des utilisateurs finaux de l'innovation, des chaînes de production, de la logistique, de la distribution ? Quid des obstacles financiers, juridiques, culturels, sociaux, qui empêchent d'accéder aux innovations technologiques ? Innover impose de penser stratégie

industrielle, commerciale, mais aussi fiscalité, aides, aménagement du territoire. Il faudra aussi trouver la main-d'œuvre pour produire et déployer à large échelle ces technologies. C'est un sujet d'emploi et de formation.

Institut Avant-garde : Vous écrivez que « les transformations que nous avons conduites ont été difficiles, parfois douloureuses, souvent conflictuelles ». Tout ne se passe pas bien au cours de cette transition, notamment pour les travailleurs des industries fossiles. Comment l'emploi se transforme-t-il en 2055 ?

Magali Reghezza-Zitt : Il y aura beaucoup plus de métiers manuels, de nouveaux métiers dans le secteur de la gestion de l'eau, de l'énergie, du réemploi, du recyclage, du désassemblage de la protection de la biodiversité, des solutions fondées sur la nature... Les métiers du soin et des services à la personne gagneront en importance. Il y a aussi une réflexion à mener sur l'artisanat et le petit commerce, puisque les distances devront se réduire entre la production et la consommation.

Qui dit nouveau métier dit refonte des formations. Certaines compétences, notamment dans l'industrie, peuvent être réutilisées pour faire autre chose. Des savoir-faire développés dans l'aviation et les chantiers navals peuvent être réorientés vers le train ou l'énergie, par exemple. Des emplois vont être détruits. Il faudra donc penser la reconversion professionnelle, notamment pour les métiers existants dans les industries brunes. On va aussi devoir réfléchir au temps de travail et à l'emploi des seniors, qui sont davantage vulnérables à la chaleur. Les rythmes de travail seront bouleversés, ce qui pose la question de la pénibilité : par exemple, le travail de nuit est une adaptation possible face aux canicules,

mais il a un coût physique, psychologique, familial, social, très important. On ne pourra pas donc forcément conserver le même métier toute sa vie. Cela suppose de penser la formation continue.

Penser l'emploi en 2055 impose donc de réfléchir au Code du travail, au chômage, au financement de la protection sociale... ça n'est pas suffisamment fait aujourd'hui.

Institut Avant-garde : Votre point de vue de géographe transparait également à la lecture du livre. La transition que vous esquissez met fin à l'uniformisation des territoires et révèle les « biorégions », tandis que la géographie industrielle est profondément transformée. La transition écologique est-elle aussi une politique d'aménagement du territoire ?

Magali Reghezza-Zitt : Je trouve qu'il manque une dimension territoriale à la planification. Je précise d'emblée : il ne s'agit pas de l'aménagement à la « grand-papa » imposé d'en haut, ou d'un énième transfert des compétences vers l'échelle locale.

Aménager, c'est penser l'organisation matérielle, mais aussi les fonctions du territoire, les localisations - par exemple où vivent les gens, et les relations entre les lieux. On a besoin d'une stratégie au niveau national, notamment parce qu'il faut une vision nationale des infrastructures, des ressources, des besoins. On va devoir aussi faire de la péréquation pour compenser des déficits d'équipements par exemple. On va devoir décider où placer les grandes infrastructures, comme les pôles multimodaux ferrés. Sur l'agriculture, sur l'industrie, il faudra articuler une planification par bassin de vie avec une approche qui prenne en compte les contraintes biophysiques, mais aussi démographiques des territoires.

Au niveau national, on peut privilégier la densification des grandes villes pour réserver les « vides » à l'agriculture, à la production d'énergie, aux puits de carbone naturels, au stockage de l'eau dans les sols. C'est une possibilité, et ça ne signifie pas vivre dans des cages à lapin : il y a des façons intelligentes de densifier la ville, que j'essaie d'illustrer dans le livre. Mais on peut aussi miser sur les villes moyennes, actuellement très dépendantes de la voiture et où les habitants, qui ont pu s'offrir des surfaces plus grandes, voient les factures de chauffage augmenter. Dans ces villes intermédiaires, les choix d'aménagement passés contraignent les ménages et verrouillent leur dépendance aux combustibles fossiles. Il va donc falloir les aider.

Cette vision nationale n'exclut absolument pas les réflexions au niveau des territoires. L'aménagement implique une imbrication des échelons de décision et des échelles d'intervention, qui correspond à un emboîtement des métiers de la transition : depuis l'architecture intérieure d'un bâtiment, à l'urbanisme qui raisonne à l'échelle de la ville, jusqu'aux grands gestionnaires de réseau (énergie, eau) qui travaillent à l'échelle nationale, voire européenne.

Institut Avant-garde : Un monde encastré dans les limites planétaires est un monde plus sobre, mais vous l'imaginez aussi plus égalitaire. Comment gérer les inévitables conflits pour le partage de ressources rares, comme l'eau ?

Magali Reghezza-Zitt : Ce que la recherche montre, c'est que les conflits surviennent sur des territoires qui sont déjà dans des situations conflictuelles. Du fait d'une modification de l'équilibre de pouvoirs, par exemple quand des populations plus aisées et

plus urbaines arrivent dans des territoires où les agriculteurs étaient prédominants et transforment ces équilibres, ou lorsqu'on a un processus de gentrification, qui chasse progressivement les habitants d'un quartier. Quand il y a au contraire une culture de la négociation ancienne, on est capable d'anticiper le conflit ou de ne pas le créer du tout, par exemple quand les comités de bassin pour la gestion de l'eau fonctionnent bien, ou qu'on a une pratique ancienne du dialogue social avec organisations syndicales, comme dans le Nord de la France. Le conflit n'est pas une fatalité et il existe de nombreux leviers pour le traiter ou le réduire. On peut éviter les conflits, en préparant le dialogue et à condition que les arbitrages soient perçus comme juste. Il faudra non seulement une répartition équitable de l'effort, mais aussi de la cohérence de la part des décideurs qui imposent ces contraintes.

On sait aussi que certaines ressources diminuent de manière structurelle, alors que les consommations restent élevées en raison de la démographie et de certaines activités économiques. Mais certaines de ces activités vont disparaître ou se transformer : je pense au tourisme estival dans le bassin méditerranéen qui risque de redevenir hivernal, comme au XIXe siècle, à cause de la chaleur et des sécheresses. Le changement climatique remet aussi en cause l'habitabilité des territoires : s'agit-il de vivre dans un territoire toute l'année, ou doit-on imaginer des manières d'habiter qui changent en fonction des périodes de l'année, avec des déplacements saisonniers d'une partie de la population ? Par le passé, de tels déplacements étaient fréquents (nord/sud ; montagne/plaine ; littoral/intérieur).

Enfin, les conflits peuvent être évités si l'on ajuste notre demande à la ressource en regardant quels sont les besoins essentiels et ce dont nous pouvons en réalité nous passer.

L'eau est un bon exemple pour illustrer le triptyque « éviter, améliorer, remplacer » qui fonde la maîtrise de la demande. Éviter les consommations inutiles, améliorer l'efficacité des réseaux, et changer les pratiques de culture. La question du transfert d'eau entre régions va aussi se poser, ce qui suppose des arbitrages compliqués et des hiérarchies entre les usages. Et le gros éléphant dans la pièce, ce sont les écosystèmes. Quelle part de l'eau sera restituée pour maintenir le bon état écologique des milieux naturels ? Dans la gestion actuelle de l'eau, la hiérarchie est la suivante : l'eau potable et l'assainissement, l'agriculture, puis les écosystèmes. Sacrifier les écosystèmes, c'est détruire nos capacités de décarbonation ET d'adaptation.

Comment politiser le futur ?

Institut Avant-garde : Parmi les principaux freins à la transition, vous pointez les inégalités socio-économiques, qui réduisent les capacités de changement de larges pans de la population. Face à ce constat sociologique, faut-il abandonner la quête de « récits mobilisateurs » ou de « nouveaux imaginaires » au profit d'un combat pour l'égalité ?

Magali Reghezza-Zitt : En réalité, je pense qu'il faut de tout. Mais une des options, c'est effectivement de politiser la transition, au sens d'en débattre collectivement. Et pour cela, on devrait la « dé-climatiser » en l'articulant avec d'autres préoccupations. Même sans changement climatique, est-ce que notre société satisfait les citoyens ? Les difficultés de la population et la colère qui monte ne se limitent pas au réchauffement :

emploi, pouvoir d'achat, mal-logement, accès inégal à l'éducation, sécurité, justice...

Si on cherche à s'attaquer à ces sujets en raisonnant dans le « monde d'avant », on se condamne à échouer. Ainsi, les éternels débats sur le rythme scolaire doivent prendre en compte les canicules. Ceux sur l'emploi doivent prendre en compte les évolutions du climat.

Institut Avant-garde : Vous illustrez clairement à quel point la transition écologique est une transformation des rapports sociaux. Cette transformation s'appuie notamment sur le collectif : transports en commun, réseaux de froid plutôt que climatisation individuelle, espaces extérieurs conviviaux... Décarboner et défendre les services publics, même combat ?

Magali Reghezza-Zitt : La solution n'est pas individuelle, elle est collective – au sens où il faut construire collectivement les conditions de possibilité de l'action individuelle. Ce n'est pas la volonté qui manque aux ménages ou aux entreprises qui veulent changer, c'est la possibilité.

Pour ce qui est de la place de l'État, on se rend compte que dans tout le spectre politique, il y a un renouveau du régalien. Même les partis qui trouvent qu'il y a trop d'État comptent s'appuyer sur un exécutif extrêmement fort, comme aux États-Unis. De l'autre côté du spectre, on voit en Espagne, en Amérique latine et ailleurs, un renouveau de l'État providence.

Dans tous les cas, il faut un gouvernement, un cap, des choix, des arbitrages. Ces

arbitrages se feront-ils sur un mode démocratique – c'est ce qu'on espère en Europe, ou sur la base d'une dictature comme en Chine, d'un régime illibéral comme aux États-Unis ou en Hongrie ? La transition vers la neutralité carbone, c'est aussi et peut-être d'abord un rapport à l'État de droit, la démocratie.

Je n'ai pas à me prononcer sur la question de plus d'État ou moins d'État. Mais l'action individuelle est toujours enchâssée dans des structures collectives qui la rendent possible. Le changement climatique met à l'épreuve ces structures. Or, notamment dans les pays du Nord, ces structures fonctionnent depuis des siècles sur la rente fossile : toute notre puissance s'est construite là-dessus. Nos États ne savent toujours pas construire d'autres ressources que celles qui découlent de la combustion d'énergie fossile. C'est là toute la difficulté.

Mais c'est aussi là que réside ce projet de société qui est la condition pour changer les choses, qui a priori n'ont rien à voir avec le climat. Aujourd'hui, il n'y a pas d'offre politique avec un projet de société qui nous permette de nous projeter à horizon de cinq ou dix ans. Il y a des boucs émissaires, des listes de mesures, souvent clivantes, mais pas de vision, pas de cap, pas de projection dans l'avenir. Si on « dé-climatise », si on ne fait pas de la transition une fin en soi et qu'on regarde tout ce qui fait une société, on se rend compte que la décarbonation peut constituer une réponse efficace, économiquement soutenable et socialement mobilisatrice.

LES AUTEURS



Magali Reghezza-Zitt est géographe, maître de conférences et membre du Centre de formation sur l'environnement et de la société de l'École normale supérieure de Paris. Ses travaux portent sur les notions de risque et de crise, de vulnérabilité et de résilience, d'adaptation, dans le contexte de la mondialisation et des changements environnementaux.

À PROPOS



L'Institut Avant-garde est un think tank non partisan qui développe des analyses et des propositions concrètes pour les décideurs, les universitaires, et toutes les générations de penseurs et de citoyens.

Quatre principes nous guident :

Édifier une vision systémique

Les débats portent souvent sur des réformes particulières ; il nous semble important de les décloisonner et de développer une vision d'ensemble cohérente, indispensable, entre autres, à la planification écologique. Notre principe est que le maintien à tout prix de l'organisation existante des institutions, et l'application systématique de logiques de marché ne sont pas des fins en soi. Les structures économiques doivent être pensées pour évoluer en fonction des enjeux, et répondre à des objectifs démocratiquement discutés.

Apporter une expertise académique forte

Une vision large ne doit omettre les détails ni se passer de technicité. Un décalage existe trop souvent entre l'évolution de la recherche, les doctrines économiques en vigueur et la fabrique des politiques publiques. Nous traduisons l'état de l'art académique en propositions de politiques publiques crédibles aux yeux des décideurs.

Tisser des liens entre les disciplines

Nous invoquons les dernières recherches en macroéconomie, mais nous ne voulons pas nous en tenir à une approche strictement économique. L'histoire économique, la science politique, la géopolitique, les sciences du climat, la sociologie, l'anthropologie, ou encore la philosophie enrichissent et élargissent notre vision.

S'appuyer sur un réseau de think tanks européens

Aujourd'hui, les think tanks se nichent essentiellement à l'échelle nationale ou bruxelloise ; le European Macro Policy Network, dont nous faisons partie, enrichit ce paysage d'un troisième niveau continental. Une idée anime cette initiative lancée par l'institut allemand DeZernat Zukunft : si les désaccords entre nos gouvernements sont nombreux, il existe un courant intellectuel uni en faveur du changement.

À PROPOS



À LIRE
AUSSI

Lost in transition – Dialogue avec Stefan Aykut et Amy Dahan

Dérèglement climatique : éviter l'ingérable et gérer l'inévitable – Dialogue avec Antoine Poincaré

Adaptation : l'incrémental local ne suffit plus !

institutavantgarde.fr

45, rue de Sèvres, Paris VI^e